

Bilan d'action

Engagement parlementaire au Zimbabwe pour soutenir le Sommet 2021 sur la nutrition pour la croissance

© Brett Eloff/Oxfam

Pays : Zimbabwe

Thème : Mobilisation sociale, plaidoyer et communication

Sous-thème : Impliquer les parlementaires dans la défense des intérêts législatifs, le contrôle du budget et la sensibilisation du public

Date : 2023



Résumé



De par leurs mandats législatifs, budgétaires et de contrôle, les députés jouent un rôle clé dans l'amélioration de la nutrition. Ils veillent à ce que les lois, politiques, stratégies et plans adéquats soient adoptés, promulgués, financés et appliqués pour lutter contre les multiples conséquences néfastes de la malnutrition. Investir dans le secteur de la nutrition est l'une des décisions les plus judicieuses que les pays puissent prendre en matière d'économie. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, chaque dollar investi dans la nutrition procure un retour de 16 dollars pour les gouvernements, sous la forme d'une augmentation de la productivité et d'une amélioration des résultats en matière de santé, de développement cognitif, de préparation à la scolarité et de performances scolaires.



Objectifs du bilan d'action

Le présent bilan d'action vise à encourager d'autres réseaux de la société civile à aborder le thème de la nutrition à plus grande échelle, dans l'objectif d'engager activement les parlementaires dans des initiatives de plaidoyer, notamment à travers la définition d'engagements « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps) en matière de nutrition. Ce document présente également les enseignements tirés du suivi des engagements en matière de nutrition et des sollicitations auprès des gouvernements pour qu'ils traduisent ces engagements en actions.



© Zimbabwe CSA



Période couverte

Un premier exercice a d'abord été mené en 2018 pour suivre les progrès réalisés au Zimbabwe sur ses engagements "Nutrition for Growth" (N4G). En 2020 et 2021, les activités de plaidoyer ont contribué à façonner et à inciter le gouvernement à formuler des engagements SMART N4G. Certaines activités du projet ont été exécutées pendant la

pandémie de COVID-19, l'Alliance des organisations de la société civile du Zimbabwe pour la valorisation de la nutrition (ZCSOSUNA) facilitant l'obtention de toutes les autorisations nationales nécessaires pour mettre en œuvre des activités conformément à la réglementation.



Qu'est-ce qui a été fait ?

Pour s'assurer que le Zimbabwe honore ses engagements en matière de nutrition, la ZCSOSUNA a organisé un petit-déjeuner en janvier 2020 et a convié 28 membres du Parlement siégeant au Comité de la santé et des soins aux enfants, afin de leur présenter les avancées réalisées pour honorer leurs engagements pris en 2013 dans le cadre du programme N4G, à partir de données recueillies en collaboration avec la plateforme académique et de recherche du Mouvement SUN.

Les participants ont noté avec inquiétude qu'il était complexe d'évaluer la réussite des initiatives en raison d'un manque de clarté et de précision dans les formulations, et ce malgré les efforts déployés pour honorer les engagements pris au regard de certains indicateurs. Dans ce contexte, les parlementaires se sont engagés à inciter les ministres à envisager des engagements financiers et politiques ambitieux en faveur de la nutrition à l'occasion du Sommet N4G.

L'engagement parlementaire a joué un rôle crucial dans le maintien de l'engagement politique national en faveur de la nutrition. Le gouvernement a consulté des universités, la société civile, les Nations Unies, les médias et les jeunes pour formuler ses engagements N4G pour 2021, et le Zimbabwe était bien représenté

au sommet malgré les craintes liées à la pandémie de COVID-19.

Enseignements tirés :

- La ZCSOSUNA a noté la nécessité de renforcer les capacités des organisations de la société civile, des citoyens, des journalistes et des parlementaires pour exiger des gouvernements qu'ils rendent des comptes sur la gouvernance autour de la nutrition, en mettant l'accent sur les engagements N4G.
- Le réseau a également noté que les organisations de la société civile doivent être soutenues dans l'utilisation d'outils de suivi permettant de surveiller les avancées réalisées s'agissant du respect des engagements en matière de nutrition.
- Les décideurs politiques doivent être encouragés à rendre des comptes de manière cohérente (plutôt que d'attendre l'approche du prochain sommet pour communiquer) en ce qui concerne les promesses faites en matière de nutrition.
- Les engagements pris par les gouvernements lors du sommet N4G garantiront que la nutrition reste au cœur des plans de développement.



Que feriez-vous différemment ?

Grâce aux relations cordiales entre le réseau et le Parlement du Zimbabwe, le projet n'a pas rencontré de difficultés majeures. À l'avenir, le réseau prévoit de placer une équipe de recherche parlementaire au centre de la production de

données probantes et de l'analyse des progrès accomplis dans l'atteinte des engagements. Il s'agit d'un élément clé de l'appropriation et de la validation des résultats.



Adaptation et applicabilité

Il est conseillé aux pays qui souhaitent mettre en œuvre des activités similaires, de former une équipe multipartite chargée d'évaluer les engagements antérieurs et d'analyser les progrès réalisés. L'équipe devra peut-être envisager d'adopter l'approche en trois étapes du Mouvement SUN pour l'analyse budgétaire et de mener des entretiens avec les fonctionnaires responsables. L'équipe pourrait également être amenée à mener un processus de consultation pour l'élaboration des futurs engagements en matière de nutrition. Il est également conseillé de suivre les principes d'engagement du sommet dans le processus de consultation afin que ces derniers portent sur les véritables défis à relever.

Pour mieux impliquer le gouvernement, il sera crucial de soutenir les ambassadeurs parlementaires de la nutrition sur les engagements en matière de nutrition, les parlementaires étant souvent attentifs à leurs homologues.



© SUN



Prochaines étapes

La ZCSOSUNA prévoit d'inciter le gouvernement à mettre en place un comité indépendant chargé de contrôler les avancées réalisées s'agissant du respect des engagements en matière de nutrition et d'en rendre compte.

Il sera également important de renforcer les capacités des parlementaires, des médias et des citoyens en ce qui concerne les engagements autour de la nutrition, afin d'accroître la demande en matière de responsabilité. Le réseau prévoit de renforcer les capacités de plaidoyer des différents groupes d'intérêt afin de s'assurer qu'ils puissent demander aux responsables gouvernementaux des comptes sur les engagements pris en matière de nutrition.

En plus d'effectuer une analyse budgétaire pour estimer les investissements nationaux dans le secteur de la nutrition, le réseau doit suivre les dépenses publiques afin de contrôler les dépenses réelles en matière de nutrition.



© Zimbabwe CSA



Informations supplémentaires



<https://healthtimes.co.zw/2020/01/17/gvt-urged-to-make-realistic-commitments-towards-improving-nutrition-standards/?fbclid=IwAR1Q1AQ Ls4UEdLTKNDcCXOI4JQAgag2luuqDnZftfu7InuTS Jz84Cslldw>

Cette bonne pratique a été élaborée en collaboration avec le Réseau de la Société Civile SUN (SUN CSN). Pour plus d'informations sur le SUN CSN, veuillez consulter leur site web : <https://www.suncivilsociety.com/>



Réseau de la société civile
S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR